

C.G.T.-F.O.

-F.O. *Les Cahiers*
Fernand Pelloutier

C. E. O.

CAHIERS DE RECHERCHE ET DE LIBRE DISCUSSION SUR LES PROBLÈMES DE L'ÉDUCATION ET DE L'ACTION OUVRIÈRES

« ... des révoltés de toutes les heures, des hommes vraiment sans dieu, sans maître et sans patrie, les ennemis irréconciliables de tout despotisme, moral ou matériel, individuel ou collectif, c'est-à-dire des lois et des dictatures (y compris celle du prolétariat) et les amants passionnés de la culture de soi-même ».

Fernand PELLOUTIER

CAHIERS MENSUELS - N° 10.

JUIN-SEPTEMBRE 1950.

		Pages
- Une ambition : penser le syndicalisme ..	G. WALUSINSKI	1
- Rapport sur l'éducation ouvrière	G. VIDALENC & D. WURMSEN.	5
- Pourquoi dire non au pluralisme scolaire	J. PEYRAUBE	11
- Isolationisme	D. W.	15
- Notes sur la situation et l'action ou- vrières		18

Le Numéro : 20 frs.

Abonnement ordinaire

6 numéros : 100 frs.

Abonnement de soutien minimum : 200 frs.

Conclusions

UNE AMBITION : PENSER LE SYNDICALISME

La publication de ces "Cahiers" a été trop irrégulière, pour ne signaler que l'un de leurs moindres défauts, pour que certains de leurs lecteurs ne soient pas déçus. Il peut être utile de s'expliquer franchement sur les difficultés rencontrées et d'insister encore sur le but poursuivi. Excellente occasion de préciser les projets que nous formons et qu'avec la coopération de tous nos lecteurs, nous espérons mener à bien.

Il ne peut s'agir d'examiner seulement les questions administratives que pose la publication d'un bulletin. Parce que celui-ci entend être un outil de l'action syndicale, sa vie pose tous les problèmes de l'action syndicale elle-même. Tout le monde sait que cette action est, aujourd'hui, difficile.

Elle l'a toujours été; ce n'est pas l'un de ses moindres attraits. Certains hommes, trop rares il est vrai, n'y auraient pas développé de si hautes qualités humaines si l'action syndicale avait été facile, s'il n'avait pas fallu souvent y lutter contre le courant et sans autre avantage personnel que fortifier en soi le refus de parvenir. Peut-être même ces hommes ne sont-ils pas si rares, et sont plus nombreux qu'on ne croit les "obscurs" qui, par leur dévouement, ont fait vivre le mouvement aux périodes les plus difficiles en ne laissant qu'un mince souvenir dans la mémoire souvent oubliouse de ceux, les plus nombreux, qui n'ont de respect que pour le succès.

Ces derniers font-ils aujourd'hui plus de bruit encore qu'ils n'en ont l'habitude? Sans doute le perfectionnement technique des moyens de propagande favorise-t-il cette politique facile du slogan qui amène le succès au succès, la foule à la masse, l'argent aux riches. Mais il n'y a pas que cela dans les difficultés présentes.

Il y a un trouble plus ou moins profond dans l'esprit de beaucoup de travailleurs. Tout leur avait paru simple quand, prenant conscience de la lutte des classes exploitées contre les classes exploitantes, ils avaient acquis le sens de leur classe et avaient compris qu'ils ne pouvaient attendre leur salut que d'eux-mêmes.

Le trouble est venu quand il leur a semblé que c'était de leur sein que naissait une exploitation plus perfectionnée peut-être que l'ancienne. Il leur a bien fallu, peu à peu, et ce n'est pas fini, constater qu'ils avaient été, de la part d'une nouvelle classe, profondément mystifiés et que le bureaucratisme politique qu'ils avaient trop mollement combattu portait en lui le germe du régime totalitaire.

Le travailleur de ce pays constate que les exploiteurs de toujours ne désarment pas. Nous avouerons que cette constatation, si elle est nécessaire, est d'une parfaite banalité. Car nous n'avons jamais cru que des exploiteurs pourraient s'arrêter d'exploiter sous le prétexte qu'une concurrence dans l'exploitation s'établissait entre leur régime, le capitaliste, et une nouveauté du 20ème siècle, le régime totalitaire. Ce que nous avons vu, ce que nous pouvons encore voir en d'autres pays, c'est une entente, un arrangement rendant la cohabitation possible (et pour les parties fructueuses) entre ces concurrents.

Et puisqu'il faut bien, revenant à ce pays, aux conditions de notre vie, constater la virulence du danger représenté par la menace totalitaire, en comprend le trouble de beaucoup de camarades. Car à première vue, il y a deux dangers, deux luttes à mener contre l'exploiteur capitaliste de toujours, contre l'agent stalinien.

Y a-t-il une hiérarchie des périls? En reconnaître une, est-ce abandonner une partie de la lutte et pactiser avec le diable? Toutes questions que beaucoup résumèrent par cette bizarre formule : "Faut-il repenser le syndicalisme?"

Bizarre en effet. Qu'est-ce qu'un syndicalisme qui à tout instant de son existence "ne se pense pas"? Réponse facile, toute évidente; celui dont nous n'avons pas voulu, celui qui obéit à des mots d'ordre élaborés en dehors de lui, celui qui justement n'est pas un syndicalisme.

C'est là qu'il faut bien s'entendre. Certains ont rejeté la tutelle stalinienne, certains ont rompu avec la caricature de C.G.T. qui a résulté de cette tutelle parce qu'ils n'étaient pas d'accord avec les mots d'ordre staliniens. Mais était-ce seulement la qualité stalinienne des mots d'ordre qui leur était insupportable? On le croirait à voir la facilité avec laquelle, "repensant" le syndicalisme, ils nous invitent à la collaboration de classes ce qui est encore obéir à des mots d'ordre venus d'ailleurs.

Très simplement, certains diront peut-être que c'est de façon inactuelle, anachronique (mais nous ne sommes pas du tout de leur avis), en tout cas fermement, nous pensons que le vieux principe de la première Internationale "l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes" reste le fondement de notre action.

Nous pouvons être fermes parce que cela est très simple. Disons évident. Nous savons bien ce que nous voulons et comment nous le voulons. Nous serons libres en toutes circonstances et d'après notre analyse, nous pourrons hiérarchiser les périls. Nous ne nous laisserons pas paralyser par le faux dilemme qu'essayent de nous imposer tous ceux qui disent qu'il y a lutte sur deux fronts et tous ceux qui ajoutent qu'on ne peut

lutter sur deux fronts. Il n'y en a qu'un, celui où nous luttons; nos ennemis sont multiples. Nous ne sommes pas enfermés dans un dilemme mais encerclés par tous ceux qui exploitent et qui mystifient. La pire faiblesse vis-à-vis de nos pires ennemis serait de croire qu'il y a une possibilité d'utiliser certains de nos ennemis contre les premiers. Notre action se nierait elle-même avant de s'anéantir si nous croyions un seul instant "utiliser" nos ennemis. Notre action n'existe que si nous les combattons. Tous,

Par nous-mêmes parce qu'il n'est pas d'autre moyen. Et cela est mieux. Cela est difficile. Mais, comme on l'a souvent dit, tout est difficile, quand il s'agit de penser juste et d'agir en conséquence.

Nous ne croyons pas, même si nous n'avons rien énoncé ici de bien original, avoir perdu de vue notre propos. Car si nos ressources doivent être tirées de nous-mêmes, il faut bien qu'il y ait recherche collective, recherche libre, recherche sincère, recherche authentiquement ouvrière. L'éducation mutuelle qu'est l'éducation ouvrière, et cette recherche, cette réflexion sur la situation et l'action syndicales sont l'objet même de ces "cahiers". C'est pourquoi nous pensons qu'ils doivent vivre et se développer.

En créant un lien entre les divers Collèges du Travail, les Cercles d'études syndicalistes et le Centre d'Education Ouvrière, ils doivent stimuler toutes les initiatives qui se développent dans le domaine de l'éducation ouvrière. Ils doivent aider les uns par l'expérience des autres.

En publiant des études sur les problèmes qui nous préoccupent, ils peuvent permettre à chacun d'y voir plus clair. Il faut que ce soit dans une atmosphère de complète tolérance pour l'expression de toutes les opinions. Tolérance qui n'est point du tout refus de prendre position. Tolérance qui est courageuse confrontation des thèses.

En réunissant des documents, en les classant, en les analysant, ces cahiers doivent fournir aux camarades des moyens de travail en lesquels ils puissent avoir une confiance justifiée tout en restant critique. Mais il est scandaleux que le mouvement ouvrier, même international, n'ait pas su encore créer des outils qui soient bien les siens pour connaître ou presque mesurer le monde et lui-même.

Disons pour ces "Cahiers" tels que nous les concevons (nous ne pouvons dire tels que nous les réalisons tant est loin de notre idéal notre maigre réalisation), ce que nous pouvons dire de toute l'action syndicale en général et de toute l'éducation ouvrière en particulier : que ce soit une

réflexion ouverte, avide d'affronter l'épreuve de la contradiction (des autres hommes ou des faits), refusant toujours d'abdiquer devant la force obscure de l'affirmation et de l'autorité.

•
•

Pratiquement, que pouvons-nous conclure?

Lors de la commémoration de la mort de Pelloutier, et alors que nous pensions à la commémoration du cinquantenaire en 1951, notre bon camarade Monatte nous disait que la meilleure façon de bien commémorer Pelloutier restait de faire des bons "Cahiers Pelloutier". Refaire, de notre mieux, "l'ouvrier des deux mondes", voilà en effet le programme. Comment l'envisageons-nous ?

A partir d'octobre 1950, parution mensuelle d'un Cahier imprimé de 16 pages sur le format 21 X 27. Y consacrer une première partie (10 pages) à des études générales dont la moitié environ sur le mouvement ouvrier international. Une seconde partie (2 à 3 pages) aux échanges d'idées et de suggestions entre les divers groupes d'éducation ouvrière. La troisième partie, 3 à 4 pages, serait réservée à la documentation qu'une équipe devra réunir et préparer.

Une seule difficulté : les moyens matériels d'assurer la publication mensuelle : Moyens financiers : assurer la vente et pour partir, avoir l'aide des camarades. Mais pas seulement moyens financiers : savoir donner une partie de son temps au travail pour les Cahiers, diffusion, administration, rédaction.

Il va sans dire que nous recevrons avec plaisir toutes les suggestions que l'on voudra bien nous faire. Les camarades qui ont pris l'initiative de publier ces Cahiers sont persuadés qu'avec l'aide de tous et en travaillant dans l'esprit de fraternelle camaraderie qui est celui du syndicalisme, l'entreprise peut être menée à bien pour le vrai profit de tous.

G. WALUSINSKI.

-:-:-:-:-

RAPPORT SUR LE CENTRE D'EDUCATION OUVRIERE.

Le deuxième congrès de la C.G.T.-F.O. doit se tenir au mois d'octobre. Au Congrès constitutif de 1848, nous avions fait adopter une motion où se marquait toute l'importance que doit attacher une Centrale à l'éducation ouvrière, puisque le recrutement des effectifs et la formation des cadres sont fonction de l'effort que font les militants pour informer leurs camarades plus nouveaux dans le mouvement et les mettre à même d'agir avec plus d'efficacité sur le plan de l'entreprise, à l'Union locale ou à l'Union départementale.

Dans le rapport que vous lirez ci-dessous, et dont nous voudrions qu'il soit largement discuté au Congrès, nous disons ce qui a été fait, et comment nous comptons nous développer, si on nous en donne les moyens. Mais nous ne cachons pas que la question du financement du Centre d'Education Ouvrière pose le problème crucial. Nous vous demandons donc d'étudier avec soin nos propositions et de nous faire part des vôtres, de toutes les critiques et les suggestions qui vous viendront à l'esprit, ce dont nous vous remercions.

- I -

ACTIVITE DU CENTRE D'EDUCATION OUVRIERE 1949-1950.

Le C.E.O. a continué sans éclat mais avec obstination l'œuvre qui lui est propre et à laquelle il s'adonne depuis de nombreuses années déjà en mettant à la disposition des travailleurs un certain nombre d'enseignements qui leur permettront d'agir plus efficacement dans la vie syndicale.

Cours du soir.

Des cours de base d'abord à l'usage de ceux qui ont dû quitter trop tôt l'école pour entrer dans la vie économique.

Français essentiellement, mathématiques appliquées aux métiers.

Des cours de formation centrés sur les problèmes qui intéressent - ou devraient intéresser - particulièrement le monde du travail.

Economie politique - Droit ouvrier - Sécurité sociale
Organisation scientifique du travail - Evolution des techniques - Hygiène du travail - Vie économique du Monde

Histoire du travail et du syndicalisme.

L'large place a été faite également aux langues pour faciliter des liaisons internationales plus que jamais nécessaires Anglais, Allemand, Esperanto.

28 cours ont fonctionné cette année avec des résultats variables quant au recrutement et à la régularité de fréquentation.

Dans l'ensemble, nous pouvons déplorer que les auditeurs n'aient pas été plus nombreux ou plus persistants, que les camarades qui les assuraient aient dû souvent se déranger pour quelques élèves seulement, mais il faut signaler pourtant la fidélité de quelques camarades déjà vieux habitués, dont l'exemple constitue la meilleure propagande pour les œuvres d'éducation confédérale puisqu'ils nous aident à créer cet esprit d'équipe, de fraternité ouvrière, condition essentielle de notre succès.

Malgré le rendement relativement faible de cet enseignement, nous ne songeons pas à le supprimer en raison des services incontestables qu'il rend à ceux qui veulent s'y intéresser, en raison de l'importance qu'il y a pour une centrale ouvrière à maintenir un service d'enseignement approprié à ses besoins.

Collèges du Travail.

Peu de liaisons avec des collèges d'ailleurs peu nombreux et restés pour la plupart à l'état d'ébauche. Il est évident qu'il y a là des réformes profondes à apporter et une impulsion à donner.

Cours par correspondance.

Ils ne constituent qu'un pis aller, une manière de remédier à l'insuffisance des Collèges du Travail, mais ils rendent des services incontestables aux camarades isolés ou à ceux que leurs obligations professionnelles ou syndicales empêchent de suivre les cours oraux.

Décades de formation syndicale.

9 décades ont eu lieu régulièrement cette année à raison de une par mois. Elles constituent certainement la forme la plus attrayante et la plus fructueuse d'éducation ouvrière dans les conditions présentes.

Il est certain que nos camarades accablés de soucis ou de travaux n'ont généralement pas la possibilité de suivre pendant 6 mois de l'année des cours réguliers, il est certain également que beaucoup de ceux qui s'y essayent lâchent pied au bout de quelques semaines ou de quelques mois, et que la forme "cours

"réguliers" ou "conférences" n'a ni le prestige, ni l'attrait qu'elle avait jadis, encore moins le succès. Par contre ces décades où se rencontrent une quarantaine de travailleurs venus de régions ou de métiers différents, constituent une prise de contact infiniment profitable.

Profit de l'enseignement reçu qui est de qualité,
Profit des discussions qui accompagnent chaque exposé,
Profit surtout des contacts personnels et des échanges d'idées avec les autres camarades.

Malgré la lourde dépense que constitue chaque décade, il est certain que c'est une des formes d'enseignement à maintenir et à développer.

Les week-ends que nous avons pu organiser (trop peu nombreux faute de moyens) travaillent dans le même esprit et constituent aussi un moyen excellent de rapprocher des camarades qui s'ignorent, de confronter les points de vue, de faire naître cette atmosphère de fraternité ouvrière qui reste un des caractères essentiels du syndicalisme libre.

Georges VIDALENC

- II -

PROJETS POUR L'ANNEE 1950-1951

Deux principes régissent l'organisation de l'éducation ouvrière.

1. Si elle ne progresse pas, elle recule. Elle ne peut rester stationnaire.

2. Pas plus que l'éducation nationale, elle n'est commercialement rentable.

Il faut être prêts à y affecter des millions, bien convaincus que le profit qu'on en tire ne peut être immédiat, mais qu'il apparaîtra à plus ou moins longue échéance sous l'aspect de cadres plus dévoués et mieux instruits de leurs charges, de militants plus sûrs, plus stables, moins sensibles aux fluctuations de la conjoncture économique ou politique, et d'un syndicalisme plus puissant, conscient de sa force croissante, fier d'être le poids régulateur dans la gestion des richesses nationales ou internationales.

Les projets que nous formons pour cette année cherchent donc l'ampleur qui convient à une Centrale, qui veut vivre. Nous avons ainsi été amenés à envisager notre action sur 3 plans différents.

Paris.

Nous continuons naturellement nos cours du soir, avec, cependant une formule modifiée.

Tout en conservant les cours de base et les cours de formation syndicale répartis sur une période de plusieurs mois qui exigent du militant une persévérance dans l'effort sans laquelle il ne peut y avoir de formation sérieuse et de connaissances approfondies et qui sont un sûr garant de sa valeur, nous organisons pour répondre aux difficultés de la période où nous vivons des cycles plus courts portant sur des sujets d'un intérêt immédiat.

Dans la mesure du possible, nous multiplierons les week-ends d'études où seront débattus des problèmes théoriques ou concrets et auxquels pourront participer tous les militants que les questions traitées intéresseront.

Des conférences faites par des personnalités marquantes de mouvements connus viendront défendre devant nous et discuter avec nous, leur point de vue. Nous nous efforcerons de publier ces conférences afin que puissent en profiter ceux qui, en province, ou en voyage, auraient été empêchés d'y assister et de participer eux-mêmes aux débats.

Cahiers Fernand Pelloutier.

La seule publication que nous ayons pu poursuivre grâce à l'aide de la F.E.N. nous paraît indispensable par les possibilités d'expression et de libre discussion que nous voudrions qu'elle présente à nos camarades. Notre ambition est d'améliorer matériellement la forme des Cahiers et d'obtenir une participation abondante qui nous permettrait une parution régulière et des échanges profitables.

Décades.

Fauté de mieux, il convient de les multiplier, et pour commencer, dans l'espace.

Nous espérons cette année, en dehors du Centre de Paris qui continuera à fonctionner pour les militants du Nord, du Nord-Ouest et du Sud du Bassin parisien, pouvoir organiser des décades autour de Bordeaux, Marseille et Dijon. Les militants d'Afrique du Nord, intégrés aux décades marseillaises au nombre d'environ une douzaine par décade, se formeraient au contact de leurs camarades de la métropole.

L'éclatement des décades tout en demandant une équipe enseignante plus nombreuse, permettrait sans doute un certain nombre d'initiatives heureuses sur le plan régional et le développement de foyers d'une vie syndicale plus intense.

Semaines d'études.

Là aussi nous voudrions agrandir et multiplier nos semaines internationales. Mais aussi créer, pour remplacer les frottements de toutes les régions de France aux décades, des rencontres inter-provinces.

Collèges du Travail.

En tant que Centre d'Education Ouvrière, nous voudrions coordonner les activités des collèges du travail éparsillés dans toute la France, pour obtenir par un travail d'équipe, le meilleur rendement possible. Autant les syndicats de clochers sont inexistant dans la lutte syndicale et inefficaces s'ils ne sont pas intégrés à une confédération puissante et active, autant nous paraissent dénués de sens les efforts de cercles d'études, cercles syndicalistes ou autres qui par un orgueil mal compris vivent repliés sur eux-mêmes et se gardent farouchement de tout contact avec le C.E.O.

Qu'on nous entende bien. Il ne s'agit pas pour nous de mettre une main tyrannique sur l'indépendance des uns ou des autres. Chaque Collège du Travail est libre, dans le cadre de la Confédération, d'organiser son travail comme bon lui semble. Mais il faut comprendre que seule une solidaire et franche amitié nous permettra ensemble, de faire face à l'assaut des difficultés successives.

Ceci dit, voyons la situation. Nous avons, depuis la reconstitution du Centre d'Education Ouvrière, reçu des demandes de renseignements et de documentation, des demandes d'abonnements aux cours par correspondance, et nous avons expédié de petits paquets de livres pour aider à créer des bibliothèques.

En prévision de Congrès, nous avons voulu cette année auprès des Unions Départementales et des Collèges du Travail avec lesquels nous étions ainsi entrés en rapport, nous livrer à une enquête. Nous leur avons adressé un questionnaire.

Sur le nombre de ceux qui nous ont répondu, trop s'excusent de leur carence en accusant le manque de temps, le manque de moyens, le manque de professeurs ou le manque d'élèves. Quelques-uns marquent leur découragement devant des résultats décevants. Les Ardennes n'hésitent pas à nous dire que la question de l'éducation est la question la moins importante. Il est vrai que le Secrétaire se plaint aussi de ne recevoir aucune aide dans son travail syndical. Qu'il s'en prenne donc au manque de formation des militants et qu'il s'attelle au travail !

Quant au manque de fonds, nous sommes les premiers à clamer leur impérieuse nécessité. Notons tout de même qu'avec beaucoup de volonté et de bonne volonté, sur un plan réduit, on peut tout de même mettre en train un collège. Témoin la

zone française d'occupation qui à notre question : A combien évaluez-vous les frais d'un collège du travail, répond brièvement : Aucun.

Assemblées générales.

Faute de moyens, nous n'avons pu encore en tenir depuis la Libération. Elles apparaissent cependant indispensables pour établir entre les responsables des Collèges du Travail et du Centre d'Education Ouvrière la cohésion que nous souhaitons. Elles doivent permettre d'examiner en commun les vœux, les besoins, les méthodes. Elles ranimeront par l'exemple, et par le sentiment fraternel de s'attaquer ensemble à une même tâche, les courages défaillants. Elles permettront de mieux se rendre compte des résultats obtenus, de grouper les efforts sur le plan régional et de les organiser de manière plus profitable sur le plan national.

Financement.

Nous ne pouvions manquer d'en arriver à cette question. Il faut en effet : des locaux, des livres, des sommaires, payer des professeurs, ou tout au moins les indemniser en partie pour leurs dépenses, subvenir aux frais de bureau. Si nous abordons le chapitre des décades, des week-ends, des semaines d'études, nous sommes obligés d'arroondir largement notre budget pour rembourser les transports, les salaires perdus, et accorder des bourses aux camarades qui ne peuvent supporter la charge matérielle d'une rencontre.

Nous avons, dans une petite mesure, fait appel aux Fédérations et à l'U.D. de la Région Parisienne, pour nous aider à tenir nos semaines internationales d'été. Certaines l'ont fait avec générosité, dans la mesure de leurs moyens, avec une cordiale sympathie pour notre effort. D'autres nous ont accordé ... des promesses. Beaucoup n'ont rien répondu, ou se sont retranchées derrière des difficultés que nous comprenons d'ailleurs fort bien. Mais nous voudrions que les Fédérations comprennent que leur rôle n'est pas purement de défense corporative et qu'elles ont un devoir d'éducation envers leurs membres. Nous sommes là pour être l'instrument éducatif. Encore faut-il que les Fédérations s'intéressent à nous, et pas seulement du bout des lèvres. Il faut qu'elles fassent constamment campagne pour l'éducation ouvrière, qu'elles nous envoient des élèves, des boursiers. Il faut aussi qu'elles prélevent sur les cotisations perçues et par cotisation, une petite somme qui serait directement affectée à l'éducation ouvrière et qui, ajoutée à la subvention versée par la Confédération, nous permettrait à notre tour de faire un démarrage.

Nous demandons aux fédérations comme nous l'avons demandé aux U.D. et aux U.L. leur participation active.

L'éducation ouvrière occupe à l'étranger une place considérable dans les budgets et les préoccupations des syndicats.

Tous les camarades qui ont eu des contacts avec les Américains, les Anglais, les Allemands, les Autrichiens, les Suisses, les Scandinaves vous le diront. Serons-nous en France les seuls à ne pas comprendre qu'on ne crée un syndicalisme fort et libre qu'à partir de syndiqués réfléchis et conscients de leurs devoirs? Seuls à ne pas comprendre? ou à ne pas vouloir?

Denyse WURMSER.

POURQUOI DIRE NON

AU PLURALISME SCOLAIRE?

Un article sur la question du statut scolaire dans ces "Cahiers"? Oui. Ce n'est certes pas l'aspect politique du problème qui nous intéresse. Des syndicalistes autonomes de l'enseignement qui croient utile le concours des agents de la C.G.T. stalinienne pour la défense de l'école laïque considèrent parfois les militants F.O. comme des laïques tièdes. Des camarades de l'industrie privée ou des administrations craignent souvent qu'en posant les questions laïques, on ne fasse le jeu des politiciens qui se servent de l'école pour leurs propagandes.

L'article de notre camarade Peyraube répond utilement à tous.

LETTER OUVERTE - ET IMAGINAIRE -

à un membre de la Fédération Autonome de l'E.N.
Instituteur dans le département de la Garonne inférieure

Mon cher Ferdinand,

L'ouverture de la pêche à la ligne est chose faire depuis quelques jours. Tu vas donc à nouveau connaître les longues stations aux bords du cours impétueux de la garonne inférieure, et les heures de tranquillité que nous avons partagées autrefois en ces endroits charmants. La pêche à la ligne, si elle est nuisible au poisson (sauf quand je la pratique) est favorable par contre, à la réflexion. Aussi me permettras-tu de t'entretenir d'un sujet qui nous est cher à tous deux, et sur lequel tu pourras méditer au pied

des pics neigeux qui dominent l'embouchure du fleuve...

Il s'agit - tu l'as deviné, car tu me connais - de la défense de notre Ecole laïque devant les attaques récentes dont elle fut l'objet. Ce qui, plus précisément, m'inquiète à ce sujet, et me pousse à t'écrire, c'est la façon insuffisante et étriquée dont la défense de l'Ecole laïque a été assurée par certains représentants, et non des moindres, de l'autonomie. Certains textes que tu as lus comme moi, semblent en effet proposer comme but suprême à l'Ecole le renforcement de "l'unité nationale", l'élévation des Français "aux principes généraux de l'humain" (formule bien générale, en effet) "dans le cadre de la patrie". Comment ne seraient-ils pas déçus, ceux qui voient dans l'école, non pas l'organisme de propagande patriotarde auquel se réfèrent en fin de compte, ces formules hâtives, mais l'instrument par excellence de la culture et de la justice sociale? Comment cette justification de l'Ecole par le souci de l'unité nationale, et l'oubli de sa tâche essentielle, ne nous rappelleraient-ils pas ce marchand d'automobiles qui vantait la couleur et la ligne de ses voitures, mais répondait à une question sur le moteur, que ce détail lui importait peu?

Tu m'as dit bien souvent avoir évoqué devant tes élèves le rôle capital que la bourgeoisie avait joué dans la Révolution de 89. Tu as remarqué plus d'une fois que cette action émancipatrice de la bourgeoisie découlait du fait qu'elle était devenue, à la fin du 18ème siècle, la classe cultivée de la Nation. Comment ne pas être frappé, au début du 19ème siècle de l'apparition du "philistine" et de l'abandon, par la bourgeoisie, du patrimoine vivant qui avait inspiré les grands ancêtres de 89? Ce philistine se montre empressé à suivre le mot d'ordre du ministre : "Enrichissez-vous!" Il renonce donc à lutter contre l'exploitation de l'homme par l'homme, au contraire il fait de cette exploitation la loi du capitalisme en plein essor : la classe bourgeoise qui renie sa culture renie en même temps les exigences de la justice sociale.

Mais parallèlement la classe ouvrière, livrée à elle-même, connaît les défaites successives de 1848 et de 1871 : elle démontre ainsi, malgré elle, la liaison indissoluble d'une culture authentique avec le succès des revendications révolutionnaires du socialisme. Les échecs de 1848 et de 1871 annoncent les remarques lourdes de sens de Lénine : si le prolétariat renonce à s'élever, par la culture, à la conception de son rôle historique, si le mouvement ouvrier veut être "purement ouvrier", "spontané", il en vient à "se subordonner à l'idéologie bourgeoise". Le prolétariat ne peut se refermer sur lui-même ni s'en tenir à un ouvriérisme naïf. "La doctrine socialiste, y compris, comme nous l'avons vu, l'idée du rôle historique du prolétariat, a surgi des théories philosophiques, historiques et économiques élaborées par les représentants instruits des classes possédantes, les intellectuels".

Telles sont les lignes de Lénine où nous avons vu bien souvent l'un et l'autre, et combien d'autres avec nous sans doute, le fondement du rôle primordial de l'Ecole dans l'émancipation du prolétariat. C'est sur ces réflexions et sur ces lectures que nous nous sommes penchés, pour reconnaître que la notion d'une culture authentique était inséparable des revendications proprement révolutionnaires de la justice sociale, et que réciproquement toute émancipation du prolétariat était vaincre, et vouée à l'échec, si son point de départ, et son but suprême, n'était pas simultanément l'accès à la culture.

Que nous voilà bien loin d'un syndicalisme autonome de l'Enseignement, qui voit le sens de l'Ecole dans le renforcement de "l'unité nationale", et ne cherche sa voie que dans une Autonomie isolée des revendications des syndicats d'industrie.

L'histoire nous met donc en présence d'une liaison indissoluble de la culture intellectuelle et des progrès de la justice sociale. Une culture véritable aboutit nécessairement à des revendications révolutionnaires touchant la libération des classes opprimées, et inversement, ces classes ne peuvent attendre le succès de leur action que d'un contact étroit avec la vie intellectuelle sous toutes ses formes, quelles qu'elles soient. Tu trouveras peut-être que je me répète, mais cela vaut la peine d'être répété, me semble-t-il, en des temps où l'on voit des pays qui se prétendent socialistes, soumettre leur culture nationale aux impératifs catégoriques d'une politique impérialiste et réactionnaire. Il est caractéristique qu'en Espagne comme en U.R.S.S. l'asservissement et l'asphyxie progressive de la vie intellectuelle accompagnent le développement du système concentrationnaire et la détention des militants ouvriers.

Ces constatations historiques nous amènent infailliblement à nous interroger sur le sens et le contenu de cette culture, que nous avons pour tâche d'élaborer et de communiquer en tant qu'enseignants, à laquelle nous devons nous référer en tant que syndicalistes révolutionnaires.

Il semble nécessaire de remarquer ici que les rapports de maître à esclave, ou d'exploitant à exploité, naissent de l'attitude d'un homme qui voit, en celui qu'il exploite, non pas un homme comme lui, mais un instrument de son profit. L'injustice sociale naît de ce que le maître, ou le capitaliste, voit dans le serviteur, ou le proléttaire, non pas un homme comme lui, mais un simple outil destiné à produire des revenus. Le sens profond de la culture, qui se confond avec les exigences de la justice, est au contraire d'amener l'homme à voir dans tout autre homme un homme semblable à lui, soumis aux mêmes lois, jouissant des mêmes droits. La culture d'un homme

est donc formée de la conscience des liens qui le rattachent à la communauté humaine, la culture est faite de l'ensemble des relations que nous entretenons avec les autres hommes, ceux qui nous ont précédés aussi bien que nos contemporains.

La culture n'est donc pas seulement l'instruction, et cette distinction nous permet de répondre aux partisans du pluralisme qui soutiennent que la table de multiplication, la date de la bataille de Valmy, ou une fable de la Fontaine peuvent s'apprendre simultanément dans des écoles distinctes dirigées par les pères Mormons ou les frères Moraves. En réalité la culture ne peut se réduire à l'acquisition de ces connaissances, à l'érudition. Les matériaux que rassemble l'érudit peuvent prendre valeur de témoignage sur l'existence des hommes qui avant lui ou en d'autres pays, ont contribué à les entasser. Mais le contenu de la connaissance scientifique n'a pas en lui-même cette valeur de témoignage; bien plus, il ne peut l'acquérir qu'au prix d'une réflexion dans laquelle le savant doit abandonner l'objet propre de sa recherche. C'est en ce sens qu'Edouard Herriot a défini un jour la culture comme "ce qui reste quand on a tout oublié".

Cependant on défend également le pluralisme en assimilant la culture, non plus à l'instruction, mais à une philosophie ou à une religion. Autre erreur qu'il faut dénoncer : L'histoire prouve en effet qu'une philosophie, recherche de la vérité, ou une religion, recherche d'une vie surnaturelle, peuvent naître, comme on l'a déjà fait remarquer : dans un tonneau avec Diogène; dans un désert avec Mahomet, dans un poêle avec Descartes, ou au fond de la Prusse Orientale avec le regretté Emmanuel Kant.

L'érudition apparaît donc comme nécessaire, mais non suffisante, à assurer la mission culturelle qui est en propre celle de l'Ecole. La philosophie ou la religion peuvent prétendre fonder en droit la possibilité d'une culture. Mais aucune ne prétend de apporter une vérité, ou la vérité, mais simplement la connaissance de la communauté humaine, avec ses erreurs et sa vocation à la justice et à la liberté. La conscience d'appartenir à cette communauté peut exister en un homme, indépendamment ou en l'absence d'une orientation philosophique ou religieuse quelconque, mais elle n'en existe pas moins qu'en l'homme où elle s'inspire d'une réflexion philosophique ou religieuse particulière.

C'est sur cette distinction essentielle, et non pas sur le souci de l'unité nationale, que repose en fin de compte le refus que nous devons opposer au pluralisme scolaire.

En effet la notion de communauté humaine, dont la conscience est la base même de notre culture, suppose non seulement la coexistence, mais aussi le rapprochement, les relations d'hommes différents les uns des autres. Une philosophie ou une religion ne sera jamais que le fait d'un petit nombre, d'une minorité. Mais la diversité des philosophies et des

hommes entraîne leurs relations mutuelles, un effort de connaissance des autres hommes qui ne pensent pas comme nous, dans le respect et la sympathie réciproques : effort de connaissance mutuelle et sympathie qui sont justement le contenu de la notion même de laïcité, cette reconnaissance de "la liberté de celui qui pense autrement". Voilà le véritable sens de notre Ecole laïque, qui doit rassembler tous les hommes pour assurer leur justice et leur liberté, car la justice et la liberté doivent être l'œuvre incessante de tous les hommes sans exception, sous peine de ne plus être que la caricature d'elles-mêmes.

Bonne pêche, mon cher Ferdinand, et crois à ma fidèle amitié syndicaliste.

J. PEYRAUBE.

-:-:-:-:-:-:-:-:-

ISOLATIONISME

L'opinion française et, d'ailleurs, celle de quelques autres pays, vient d'être péniblement secouée par la publication qu'a faite le Comité directeur du Parti travailliste d'une déclaration de principes concernant la politique étrangère. On a suggéré - et en Angleterre même - qu'il ne fallait pas voir dans ce document une réponse au plan Schuman de pool du charbon et de l'acier. Nous croirons d'autant plus volontiers à une fâcheuse coïncidence de dates que nous avions déjà pu entendre énoncer ces thèses par quelques-uns de nos amis britanniques, il y a maintenant un an, à notre quinzaine d'études à Bièvres.

Et cela qui nous avait paru grave, le paraît encore bien plus après ce temps et les tentatives de l'année.

Nous pouvons très précisément faire remonter notre inquiétude à l'année précédente, où, invités en Angleterre par l'Association d'Education Ouvrière (W.E.A.), nous avions constaté, mal exprimée et presque latente, mais vigoureuse, une réticence à l'idée d'Union européenne qui, pour nous, représentait la seule solution sensée de l'avenir.

Nous avions donc voulu débattre le problème des relations internationales et le tirer au clair. C'est ainsi que nous avions fixé le programme de notre rencontre sur ce sujet. La discussion fut vive, et en particulier, lorsque fut abordée la question de l'Union européenne. Le Parlement de Strasbourg tenait ses assises tandis que nous (modestement) tenions les nôtres. Mais les syndicalistes et travailleurs anglais avec qui nous étudions ces projets, dont Lapcyre nous avait entretenus, n'avaient pas une autre position que celle de leurs représentants officiels au Parlement européen.

Le point que l'on nous opposait alors avec le plus de vigueur, était la nécessité de ne procéder à des ententes

qu'entre organismes responsables, c'est-à-dire, de gouvernement à gouvernement, toute autre représentation pouvant être désavouée et ses décisions rester sans effet.

Vigoureusement aussi, on nous objectait la méfiance que peuvent éprouver des socialistes pour un organisme qui compte beaucoup de réactionnaires, ou tout au moins peu de socialistes (et le conservatisme de M. Churchill n'était pas un des moindres ainsi visé).

Depuis, nous avons pu entendre, et ceci dès, je crois bien, le mois d'octobre, un autre argument s'ajouter aux précédents - argument que nous avons d'ailleurs également pu lire dans la presse conservatrice de cette époque (Times). C'est celui du choix que doit faire la Grande Bretagne entre deux pôles d'attraction : Europe d'un côté, Commonwealth (c'est-à-dire communauté des dominions et des colonies, et des territoires récemment devenus indépendants) de l'autre. Non seulement on ne cachait pas, mais on clamait bien haut que l'hésitation ne se concevait même pas et que l'Angleterre, membre du Commonwealth, ne pouvait envisager de s'intégrer à une autre communauté - fut-elle européenne. Or, ce sont ces objections que nous pouvons relire dans la presse ces jours-ci.

Il y a dans tout cela, croyons-nous, un prétexte, plus qu'une réalité, et sans doute faut-il y voir l'expression d'un sentiment profond, dont les racines sont au-dessous de la conscience claire, et dont les Anglais, peu amateurs d'analyses lucides, ne recherchent pas volontiers les causes.

Car il est peu logique, comme d'ailleurs le souligne l'éditorial du "Monde" du 15 Juin, que les Anglais refusent d'abandonner la moindre parcelle de leur souveraineté nationale à une union ou à un pool européen, et consentent à abdiquer aux mains des peuples variés du Commonwealth.

Il est peu logique de prétendre que seuls des pays dont les industries clés sont nationalisées, pourraient coopérer au pool lorsque l'Angleterre justement a dû s'arrêter au seuil de la nationalisation des industries de l'acier après les élections du début de l'année.

Le fait est que le peuple anglais, qui, dans son ensemble est protestant et pratiquant, montre certainement dans ses rapports avec les autres cette fierté du peuple élu que l'on trouve peut-être plus marquée chez les protestants que dans les autres séctes religieuses. Ce sentiment d'être le "juste" est renforcé, croyons-nous, chez le travailliste moyen, par la conscience de sa victoire après celle de la démocratie sur le nazisme, et de l'œuvre accomplie depuis 5 ans par un gouvernement travailliste en Angleterre. Ce n'est pas une mince responsabilité que d'apporter la démocratie aux peuples du monde. Le fardeau de cette responsabilité a certainement marqué les Anglais d'un complexe : un projet d'union européenne

leur apparaît comme un appel encore, bien que déguisé, à les charger d'une tâche nouvelle. Rappelons-nous en effet, que l'Angleterre de 1940 restée seule pour défendre la cause de la liberté et de l'indépendance avec une fidélité et une ténacité de bouledogue, peut évoquer ses sacrifices avec fierté. D'ailleurs une longue tradition politique n'avait-elle pas donné à l'Angleterre la conscience de son rôle régulateur et paternel en Europe et dans le monde? N'a-t-elle pas, dressée derrière Guillaume d'Orange, stoïquement et constamment rallié les pays d'Europe contre l'autocratisme guerrier de Louis XIV? Ne s'est-elle pas trouvée à la pointe des coalitions contre Napoléon? N'a-t-elle pas poussé sa mission civilisatrice par toutes les mers et vers tous les marchés du globe?

Il convient d'ajouter que le travailliste moyen, patriote et protestant, est aussi insulaire dans sa culture. La France ne lui est guère connue que par sa réputation et les efforts désespérés que font les Français pour que les jugent fort mal ceux qui les ignorent. Mentionnons en passant la vantardise des "débrouillards", les nombreuses histoires de ce marché noir, heureusement périmé maintenant, mais qui nous a causé à l'étranger un préjudice considérable les non moins bonnes histoires de l'évasion de l'impôt, la malhonnêteté d'hôteliers, de chauffeurs de taxis, de commerçants, prêts à profiter de l'effarement d'un étranger, la vente - mais oui - cela aussi, de cartés pornographiques ou de journaux illustrés de jolies jambes, enfin la légèreté bien connue des Françaises (propagande à laquelle autrefois les sénateurs apportaient toute leur autorité pour expliquer leur refus de nous laisser voter, mais il reste d'autres propagandistes). Notre théâtre, ou du moins quelques scènes illustres, où se précipitent les étrangers à Paris, en quête de spectacles affriolants qu'ils ont entendu vanter et dont ils reviennent, disons-le, assez déçus. Enfin notre littérature (les livres à couverture jaune sont en Angleterre, si innocents soient-ils, et tous les romans français, synonymes de romans pornographiques).

Il est triste de constater que les conservateurs anglais ont plus de compréhension du vrai visage de la France et que cette caricature que nous venons de tracer a beaucoup moins cours chez eux que dans la masse syndicale et travailliste. C'est la raison qui nous a attachés dès la Libération à essayer, patiemment, par le moyen de nos rencontres internationales et par le développement de nos cours de langues au Centre d'Education Ouvrière et des possibilités de contact avec nos camarades étrangers, à essayer de bâti par des amitiés personnelles un contre poids à cette conception erronée. Mais nos moyens financiers sont - hélas - bien trop faibles. Les événements vont beaucoup plus vite que nous.

Soulignons toutefois comme un énorme pas en faveur de l'Europe avec toute la prudence britannique qui l'accompagne,

la déclaration de M. Attles aux Communes, désavouant le sectarisme du manifeste travailliste et assurant le monde de sa volonté de coopération avec nous.

D.W.

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

NOTES SUR LA SITUATION ET L'ACTION OUVRIERES

I. CEUX QU'ON APPELLE FRAUDEURS

On sait que Eugène Varga est un économiste Hongrois particulièrement apprécié des maîtres du Kremlin. L'article suivant, publié dans le quotidien hongrois "Szabad Nép" (18 Juin 50), convaincra-t-il les travailleurs des "démocraties populaires" qu'en se serrant la ceinture d'un cran supplémentaire, ils élaboreront le socialisme? S'ils ne le comprennent pas, il faudra "punir les fraudeurs".

Dans le capitalisme, il existe deux moyens pour augmenter la production : le premier est l'exploitation accrue de la classe ouvrière, l'intensification du rendement - cadences poussées, augmentation du nombre des heures de travail. Le second est l'accroissement de la productivité par le perfectionnement et la multiplication des moyens de production. Dans la démocratie populaire, la première méthode est impraticable ; il est donc d'autant plus indispensable de suivre la seconde, d'augmenter la productivité du travail par l'emploi de moyens de production nouveaux et perfectionnés, par la construction de nouvelles installations métallurgiques et de nouvelles usines, par la production accrue de machines-outils et de tracteurs.

Ainsi, si nous voulons que l'élévation du niveau de vie soit continue, et progressive, si nous voulons que la génération suivante vive encore mieux, nous devons trouver le moyen de produire plus de machines et de constructions, pour que celles-ci nous permettent à leur tour de produire encore plus de logements, encore plus de biens de consommation et, ainsi, d'élever encore plus le niveau de vie des travailleurs.

Et je voudrais donner encore un avertissement aux travailleurs atteints de la "fièvre de consommation", parmi lesquels nous trouvons - malheureusement - d'assez nombreux membres du Parti. Si grandioses qu'ils soient, les résultats de la construction socialiste en Hongrie sont loin d'être définitivement assurés. L'ennemi est sur les frontières. Il se cache partout dans le pays, dans les églises, dans les bu-

reaux, dans les entreprises. Une partie du revenu national doit être dépensée - au détriment de la consommation courante - à défendre le pays contre l'ennemi.

Les travailleurs hongrois et surtout les membres du Parti devraient penser à ce qu'eût été le sort de la Hongrie si les peuples de l'Union Soviétique n'avaient pas restreint à temps leur consommation et n'avaient pas ainsi rendu possible la construction d'une industrie puissante, ultra-moderne, sans laquelle il eût été impossible de munir l'Armée Rouge de l'armement et de l'équipement nécessaires. Les travailleurs hongrois seraient encore sous le joug des fascistes; et j'affirme que ces femmes qui, aujourd'hui, pleurnichent parce qu'il n'y a pas assez de beurre ou de fromage, seraient alors contentes, comme il y a quatre ans, d'avoir même du pain sec. Pendant les terribles années de la guerre, les travailleurs de l'Union Soviétique se privaient même du strict nécessaire; ils n'achetaient ni vêtements, ni meubles, mais travaillaient nuit et jour, pour que l'Armée Rouge fût pourvue de tout ce qui était nécessaire à la victoire.

Les travailleurs hongrois, également, doivent comprendre que s'ils n'emploient pas à temps une partie importante de la production courante à l'accroissement de la productivité future, ils n'arriveront pas à éléver continuelllement et progressivement le niveau de vie, et à assurer la défense du niveau déjà atteint contre l'attaque menaçante de l'ennemi.

La fièvre de consommation est une des causes principales de la pratique bien regrettable des fraudes sur les salaires et du relâchement des normes. C'est la forme larvée de la politique que les capitalistes ont employée ouvertement au début de la stabilisation, lorsque - pour augmenter la circulation fiduciaire et déclencher ainsi des troubles économiques et une nouvelle inflation - ils ont poussé les dirigeants syndicalistes à fixer les salaires au plus haut niveau possible. Aujourd'hui, quand l'ennemi commet, ou facilite, ou organise, des fraudes sur les salaires, il crée un pouvoir d'achat fictif qui ne repose pas sur l'accroissement de la production, qui n'est pas réel et qui, si l'on n'y mettait pas bon ordre, aboutirait sûrement à des troubles économiques.

Inconscience des fraudeurs

Il est évident que tous les fraudeurs ne sont pas conscients de l'immoralité de leur acte et ne se rendent pas compte du tort qu'ils font à la classe ouvrière et du danger qu'ils font courir à la démocratie populaire. Les quelques années d'existence de la démocratie populaire n'ont pas suffi encore à extirper de la conscience de la plupart des travailleurs la mentalité créée par le système capitaliste. De nombreux travailleurs n'ont pas encore compris la différence fondamentale qui existe entre la société capitaliste

et la démocratie populaire.

Dans la société capitaliste, basée sur l'exploitation de la classe ouvrière, la fraude sur le salaire, du point de vue de l'ouvrier, n'est pas un crime, elle n'est pas immorale : l'ouvrier ne fait que rogner la plus-value accaparée par le capitaliste; il ne fait qu'abaisser le degré de l'exploitation. Dans la société capitaliste, il n'est pas du tout immoral que l'ouvrier travaille lentement, qu'il ne s'efforce pas d'augmenter sa production individuelle. Tout au contraire, du point de vue de la classe ouvrière, c'est un acte moral; car l'ouvrier augmente ainsi la chance d'embauche de ses camarades et freine l'extension du chômage.

Dans la démocratie populaire hongroise, dans la société qui édifie le socialisme, les choses se présentent tout autrement. Frauder sur les salariés devient un acte malhonnête, immoral, puisque, chez nous, quand l'ouvrier accroît son revenu par la fraude, il ne le fait pas au détriment du capitaliste, mais au détriment de ses propres camarades, au détriment de l'ensemble des travailleurs. Abaisser les normes, travailler moins que ses camarades, produire au-dessous des possibilités, sont des actes malhonnêtes, puisqu'en les commettant, on ne crée pas un besoin de main-d'œuvre - car chez nous, à la différence des pays capitalistes, il n'y a pas de chômage, il y a pénurie de main-d'œuvre. Tout au contraire, on cause un préjudice à ses camarades, à l'ensemble des travailleurs; on freine l'élévation future du niveau de vie. On met en péril l'édification et l'avenir du socialisme.

Nous devons et nous pouvons faire comprendre aux travailleurs de bonne foi, mais non débarrassés encore de la mentalité capitaliste, que la seule et unique voie qui mène à une meilleure existence est une meilleure production, honnêtement acceptée. Nous devons et nous pouvons expliquer à ceux qui, bien qu'atteints de la "fièvre de consommation", dont de bonne foi, que l'accroissement futur de leur consommation n'est possible que si, maintenant, ils consentent à consommer moins.

Cependant, si les explications ne suffisent pas, si elles n'arrivent pas à neutraliser l'influence de l'ennemi, il faudra recourir à des mesures plus sévères. L'intérêt supérieur de l'ensemble des travailleurs exige la punition sévère de tous les fraudeurs qui augmentent illégalement leur revenu au détriment de la communauté. Même en Union Soviétique, où pourtant la majorité des travailleurs participe à la production avec une maturité de conscience socialiste, la loi punit sévèrement ceux qui tentent d'accroître leurs revenus individuels au détriment de l'Etat socialiste, qui tentent d'augmenter leur consommation au détriment de la communauté. Actuellement encore, les caisses d'épargne

de l'Union Soviétique paient un intérêt de 5 % pour tout dépôt dont le propriétaire s'engage à ne pas le retirer avant un an. Le gouvernement soviétique apprécie donc très haut le dévouement de ses citoyens, qui sont prêts à ajourner d'un an leur consommation.

En Hongrie, où l'édification du socialisme n'est qu'à ses débuts, le freinage de la "fièvre de consommation" est encore plus nécessaire. Nous ne mènerons à bien cette édification qu'en produisant toujours plus et en soustrayant à la consommation - sous forme de moyens de production - une partie des biens produits, dans l'intérêt même de la production future.

Eugène VARGA.

o
o o

II. VIGILANCE ET ACTION

Du bulletin de juillet du Syndicat unifié du livre de Bruxelles, nous extrayons les lignes suivantes de notre bon camarade Jean DE BOE. Il nous semble que ce ferme langage ne s'adresse pas qu'au Livre bruxellois : ni frontière politique, ni frontière professionnelle.

Bien sûr la classe ouvrière se croit à l'abri derrière la force de ses organisations syndicales. Et plus particulièrement dans notre secteur industriel. Mais est-ce bien suffisant ? Nous répondons énergiquement : non. On peut, par délégation de pouvoir, résoudre les mille et une difficultés mineures qui se dressent au cours de notre vie professionnelle de tous les jours. On peut confier à une direction syndicale le soin d'étudier, de coordonner, d'énoncer les problèmes, de formuler des revendications. On peut choisir ses porte-paroles pour les débats paritaires en vue de la formulation de conventions de travail. Mais ce serait se préparer de durs réveils si l'on se contentait d'un aussi mol oreiller.

L'assaut patronal est de chaque jour, de chaque instant, il se livre contre chacun de vous en particulier aussi bien que contre l'ensemble. La résistance doit être aussi vigoureuse de la part de la collectivité que de chacun de ses membres. Avec cette circonstance que la faiblesse d'un seul affecte tous les autres.

Et il serait également dangereux de croire qu'un accord paritaire puisse mettre fin aux manœuvres patro-

nales. Bien sûr, le contrat collectif constitue une barrière sérieuse contre les entreprises réactionnaires des patrons mal intentionnés. C'est une référence. Eventuellement, les conseils de prud'hommes en sanctionnent les clauses. Mais, en dernier ressort, ce n'est encore que la ferme volonté des travailleurs qui en assure l'honnête observation. Nous en faisons l'expérience tous les jours. Il n'y a guère longtemps que les représentants respectifs des patrons et des ouvriers du Livre ont apposé leurs signatures au bas d'un nouveau contrat, et déjà des plaintes affluent contre les tentatives de sabotage de cette charte qui ne peut être ignorée de personne. Le patron dispose de tant de moyens de pression, de chantage, de menace. Si par timidité ou faiblesse de caractère l'ouvrier se laisse faire, tout le mal que l'on s'est donné pour lui assurer des conditions normales de travail est perdu, il en perd tout le bénéfice. Que cela se répète et voilà le contrat collectif en péril.

Ce n'est donc que par une vigilance active que les conventions collectives de travail acquièrent leur véritable valeur. Le premier devoir du syndiqué est de les connaître dans leurs moindres détails, de s'en inspirer dans ses relations quotidiennes avec son employeur comme avec ses camarades de travail. Le second, c'est de ne jamais tolérer une infraction à ses règles. Chacune d'elles est le fruit de longs efforts, quelquefois de durs combats. Elle est le patrimoine de toute la famille graphique. On n'a pas le droit de la compromettre ni pour des raisons de commodité personnelle, ni par négligence, ni par faiblesse de caractère. Fermement et dignement vous êtes en droit d'en exiger le bénéfice. Le patron est engagé envers vous aussi bien que sa signature l'engage vis-à-vis d'une traite commerciale. Et s'il vous est impossible d'obtenir personnellement satisfaction, réclamez l'intervention de votre organisation syndicale. De nombreux litiges ont déjà été réglés, il en reste beaucoup d'autres dont le conseil d'arbitrage aura à connaître. Nous sommes encore dans la période de transition, il faut que les patrons s'habituent aux nouvelles règles. C'est pourquoi, il ne faut tolérer aucune compromission. Nous avons des droits, ne les mettons pas en péril. Sinon il sera beaucoup plus difficile de redresser une situation compromise par nos propres complaisances.

De plus en plus, les industriels observent les consignes de leur fédération syndicale. Faisons de même : exigeons l'application stricte de notre contrat collectif.

Soyons vigilants.

Jean DE BOE

Signalons en même temps l'intéressante initiative des jeunes du syndicat du Livre de Bruxelles. Ils éditent un organe périodique : "Eman-cipation" qui témoigne d'une sympathique activité d'éducation mutuelle syndicaliste.

S'adressant à ces jeunes, DE BOE dit justement :

Il reste à réaliser tant de choses que toutes vos ardeurs trouveront à s'y employer. Il suffira seulement de persévirer, d'aller au-delà de vous-mêmes, d'entrer dans ce cercle de la fraternité humaine où toute peine trouve sa récompense, parce que toute peine s'accompagne de bonté.

Et si j'osais vous donner un conseil, je vous dirais de ne pas tellement vous préoccuper de ce qui est à détruire, mais de porter tous vos efforts sur ce qui est à construire. Aussi, de ne pas vous attarder à ce qui peut vous diviser, pour ne retenir que ce qui doit vous unir. En un mot, de mener une politique active, la seule qui vous permettra chaque jour de mesurer le fruit de votre travail.

G.W.

III. LES PACIFISTES

On sait que les "syndicats" (sic) d'U.R.S.S. ont obtenu le plus magnifique succès dans la campagne de signatures pour l'appel de Stockholm. Le 1er Mai, au nom du gouvernement soviétique, c'est un général, Chtemenko, qui a pris la parole avant le défilé des troupes qui commémore là bas la fête du travail :

"Camarades !

"L'Armée Soviétique, la Marine de guerre et le peuple tout entier célèbrent la fête du 1er Mai, profondément convaincus de leur force, de leur puissance et prêts à défendre leur belle Patrie contre n'importe quel agresseur.

"Les forces Armées de l'Union Soviétique veillent sur l'inviolabilité de nos frontières et sur le maintien de la paix et de la sécurité de notre pays.

"Les instigateurs de nouvelles guerres feraient bien de se rappeler que ni la course effrénée aux armements, ni la conclusion des pactes et des blocs agressifs, ni les

bases militaires, créés pour encercler l'Union Soviétique et les pays de démocratie populaire, ni le chantage que toute provocation ne peuvent intimider les peuples de l'Union Soviétique et rencontreront toujours une opposition résolue de la part de tous les partisans de la paix."

Et pour finir :

"Vive le 1er mai, jour de solidarité des travailleurs du monde entier, jour de fraternité des ouvriers de tous pays !

"Vive l'héroïque peuple soviétique et ses forces armées !"

"Vive notre cher Gouvernement Soviétique !

"Vive le Parti Communiste Bclchevik, inspirateur et organisateur de toutes nos victoires !

"Gloire à notre cher chef et maître, le camarade Staline !"

On pourra dire que là-bas, l'armée n'est pas comme les autres et que c'est l'esprit révolutionnaire qui l'anime. Qu'on en juge par cet éloge du journal des tirailleurs Za Rodinou, publié dans la Krasnaia Zvezda (l'Etoile rouge). :

"Durant les années de guerre, la gazette de nos soldats était pour eux un véritable ami et un précieux conseiller. Elle leur expliquait les buts de la guerre nationale, les tâches fixées par le Haut-Commandement leur inculquait l'esprit combattif, exaltait les soldats à l'héroïsme au nom de la Patrie, au nom de la victoire..."

"Actuellement dans les conditions de paix, la gazette du soldat remplit sa tâche qui consiste à venir en aide au commandement et aux organisations du parti et du Komsomol à éduquer les militaires au point de vue politique, culturel et militaire.

"Le journal parle abondamment de l'enseignement politique, il donne un choix de sujets qui font connaître le travail des adjoints chargés de l'éducation politique, et fournit des thèmes dont se servent les propagandistes dans leurs causeries avec les militaires. Des articles traitant de la fierté militaire soviétique paraissent systématiquement.

"Le journal attache une importance particulière à la propagande en faveur du serment militaire, il inculque aux soldats une attitude digne envers la discipline militaire, encourage leur zèle à se perfectionner dans le maniement

des armes. En même temps il développe chez les soldats un sentiment de haine farouche envers les impérialistes anglo-américains...

"L'une des qualités essentielles du journal réside dans le fait qu'il reste proche de la vie du régiment, qu'il sait marquer les initiatives heureuses et leur donner une large diffusion. Il s'attache particulièrement à aider nos militaires dans leurs efforts pour devenir des maîtres du tir... Il s'est assuré dans ce but la collaboration du grand spécialiste du tir André Tikhonov... Toute l'activité du journal est subordonnée à un seul but - aider le commandement à atteindre de beaux résultats dans la formation des tirailleurs..."

"A côté des articles sur les succès de nos soldats, le journal n'hésite pas à en publier d'autres qui critiquent durement tous les défauts dans les études et les entorses à la discipline commises par certains militaires, il lutte contre toute manifestation de suffisance et de nonchalance.

"La rédaction a créé des rapports étroits avec toutes les personnalités du pays - les lauréats du prix Staline, les novateurs de l'industrie, de l'agriculture, avec les hommes de science, les représentants des lettres et des arts..."

"Malgré tous ces mérites, l'on remarque quelques défauts dans l'activité du journal. Le travail avec les correspondants de guerre pourrait être sensiblement meilleur..."

Sans doute, la Corée permettra-t-elle à cet intéressant journal de réaliser les progrès souhaités.

G.W.

-:-:-:-:-:-:-:-:-